

## Suffit-il d'un dialogue local citoyen, courtois pour redonner confiance dans la démocratie ?

Chers Amis,

Je ne me sens pas vocation à vous « passer des messages » sur ce qu'il faudrait faire à Caen. Mon propos est plus limité. Il se borne à constater qu'il ne suffit pas d'un dialogue courtois sur les politiques municipales pour redonner aux citoyens, confiance dans la démocratie.

Prenons le premier temps de débat. J'avais proposé aux candidats quatre questions :

1. Comment redonner confiance dans la démocratie ?
2. Comment sortir de l'impuissance face à la mondialisation et faire en sorte que les territoires locaux contribuent à la transition planétaire ?
3. Comment passer de l'idée de « conquête du pouvoir » à l'idée de construire un « pouvoir faire collectif » ?
4. Comment renouveler la démocratie ?

A part, dans une certaine mesure, le représentant d'Europe Ecologie les Verts tous se sont exprimés essentiellement sur la première question, en réalité réduite à la vie locale : « comment puis-je vous donner confiance en moi ? » « Comment pouvez-vous avoir confiance dans une équipe municipale ? »

Or, la crise du politique, comme le rappelle le sondage dont j'étais parti, ne concerne que peu la vie municipale : **elle touche le sentiment d'impuissance, le sentiment que les citoyens ont perdu toute prise sur leur destinée.**

J'avais pourtant averti dès le départ en disant, de façon volontairement provocatrice : si la vie démocratique se réfugie dans la discussion collective des affaires locales, elle n'est plus qu'une réserve d'Indiens, un refuge symbolique d'une démocratie substantielle qui a, par ailleurs, disparu.

Je comprends que cette provocation n'ait pas plu à certains participants de l'assemblée et je suis bien convaincu que la démocratie locale peut être une première étape de l'apprentissage de la démocratie, mais à **la condition impérative qu'elle s'ouvre sur des horizons plus larges**. Or, comme je l'expose par ailleurs dans mes livres, à partir des réalités locales on touche à l'ensemble du système dans lequel nous vivons. En outre, comme l'avait déjà souligné le rapport du Plan datant d'une bonne quinzaine d'années, avec l'affaiblissement progressif des grands systèmes intermédiaires, églises, syndicats, partis politiques, **le territoire est devenu une médiation essentielle entre les individus et le monde**. J'entends par là que c'est par une réflexion collective locale et à partir des situations concrètes que l'on vit que l'on peut appréhender **l'ensemble du système** interconnecté et mondialisation dans lequel nous vivons.

Or, soit parce que la structuration du débat y poussait, avec des séquences courtes puis des questions de la salle presque uniquement centrées sur la politique municipale -qu'allez-vous décider si vous êtes maire- soit parce que c'était le penchant naturel des candidats, tout le monde a été renvoyé non seulement aux questions locales mais même aux questions municipales.

Dans ma synthèse, j'ai commencé par évoquer un certain nombre de points forts révélant l'adhésion, au moins verbale des candidats **à ce qui serait déjà un progrès considérable dans notre vie politique**. J'en ai noté un certain nombre que je rappelle ci-dessous et qui, dans une certaine mesure, recoupe d'ailleurs ce qui s'était dit à Ecocity :

1. Le bien public n'est pas le fruit de l'action publique, **c'est le résultat d'une co-construction associant tous les acteurs**. On a parlé de co-construction des politiques et de co-construction des connaissances. Il serait intéressant d'aller plus loin avec les candidats sur la manière dont ils envisagent de s'y prendre.

2. Il y a la volonté ou l'acceptation d'une certaine **désacralisation du pouvoir** : au lieu de dire : « j'ai été élu sur un programme et je vais gagner votre confiance en le mettant en œuvre, je considère mon rôle comme **la capacité à faire émerger du projet collectif**.

3. Cela renvoie donc à ce que j'ai appelé la « démocratie de processus » : il ne s'agit pas de « décider entre des programmes alternatifs » mais, dans les systèmes complexes, **de mettre en place les processus**, les manières de faire, permettant de dégager une solution satisfaisante.

4. Dans le même esprit, l'un des candidats indique : « l'un des rôles des élus locaux est d'aider à fédérer des initiatives citoyennes émergentes », c'est une piste très intéressante : l'élu comme catalyseur de dynamiques citoyennes. Un bémol : dans la suite des débats et sous l'influence des questions, on est passé de l'idée d'initiatives émergentes -dont une partie informelles- à la question classique des « relations entre le pouvoir local et le tissu associatif », ce qui est à la fois banal et réducteur.

5. Fut évoquée à un moment donné l'idée qu'il vaut mieux rechercher l'adhésion des citoyens et **la rencontre des désirs des uns et des autres** plutôt que de mettre en place des mesures réglementaires et coercitives.

6. A plusieurs reprises a été évoquée la nécessité **d'adopter des politiques d'ensemble, à l'échelle de l'agglomération** et, probablement -encore que ce soit resté implicite- impliquant l'ensemble des services municipaux. Mais les modalités concrètes d'articulation entre les différents niveaux de pouvoir (la question de la gouvernance à multi-niveaux) et l'évolution de la gouvernance locale pour sortir de la sectorisation administrative et prendre en charge un problème d'ensemble n'ont pas été évoquées.

7. L'un des candidats a souligné un point essentiel mais qui n'a pas été développé : le **produit réel** de la démocratie locale n'est pas de mettre en place une politique locale bonne ou moins bonne mais grâce à la manière de concevoir et conduire les politiques, **de renforcer la cohésion sociale** et d'intégrer dans la communauté tous ses membres, y compris les plus marginalisés, pour en faire des acteurs de leur destinée collective. Mais là encore, compte tenu du format du débat, ce ne pouvait être qu'effleuré.